Le passage de la ligne

Jean-Claude Vatin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/148>

DOI : 10.4000/ema.148

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1990

Pagination : I-XVI

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Jean-Claude Vatin, « Le passage de la ligne », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 1 | 1990, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/148> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.148>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Le passage de la ligne

Jean-Claude Vatin

- 1 Le Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale, désormais mieux connu sous son sigle de CEDEJ, a vingt ans, vingt-deux ans *de jure* puisqu'il est né de l'accord de « réanimation » des échanges culturels franco-égyptiens signé en 1968, mais 20 ans *de facto* puisqu'il n'a entamé sa vie propre qu'en 1970.
- 2 Il est différentes façons de fêter deux décennies. La commémoration avec ses rituels du souvenir, l'autocélébration avec ses cérémonies de la mémoire, la projection avec ses combinaisons de programmes utopiques et de projets réalistes. La meilleure façon de marquer l'événement est moins d'organiser une cérémonie que d'opérer une démonstration, de rajeunir en quelque sorte pour se dépasser.
- 3 Le CEDEJ a choisi de marquer sa majorité en acquérant une autonomie administrative et financière dans le cadre de la sous-direction des Sciences sociales et humaines de la direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des Affaires étrangères et en renouvelant la convention qui le lie au CNRS comme unité de recherche associée. Il a encore marqué 1990 en s'installant dans de nouveaux locaux, mieux adaptés à ses besoins. D'autres manifestations, d'ordre interne cette fois, étaient prévues : les unes touchaient l'informatisation de la documentation, les autres avaient pour objectif central un projet de fusion entre deux des revues maison.
- 4 Voici des années que le centre publie deux périodiques, un Bulletin et une Revue de la presse, tous deux d'origine fort modeste et affinés au fur et à mesure des livraisons : celui-là à prétentions analytiques, celle-ci destinée à tenir informé un public francophone de l'essentiel de ce qui se publie en Égypte. Des équipes de documentalistes et de chercheurs ont alimenté numéro après numéro les deux séries, accumulant un capital d'informations ici, jetant les bases d'un savoir sur l'Égypte actuelle, là. Chaque série a fini par circonscrire ses objets, trouver ses marques, définir son rythme de façon plus ou moins autonome en dépit des passerelles et des échanges, de la présence de collaborateurs aptes à s'engager dans l'une et l'autre expérience.
- 5 Le CEDEJ, par ailleurs, a largement démontré qu'il avait répondu aux obligations qui étaient les siennes à sa naissance. Or, il n'est pas sûr que celles-ci, à l'entrée des années 1990, soient les mêmes qu'au sortir de 1970. Ni que les développements de la

documentation et de la recherche, sans parler des moyens financiers, permettent de mener plus avant deux revues de front. La présentation de dossiers de presse, au moment de la multiplication des journaux, imposait de repenser un procédé. L'extension du secteur recherche et l'accroissement du nombre des chercheurs demandaient que soit reconsidéré un canal d'expression trop étroit. Il fallait à la fois renouveler des formules plus tout à fait adaptées et rassembler des énergies éclatées entre deux projets distincts. De cette double obligation est née l'ébauche d'une revue unique, sous le titre *Égypte/Monde arabe*.

- 6 Avant de revenir sur les mobiles qui ont conduit à l'élaboration de ce produit nouveau, je rappellerai l'itinéraire qui a mené à son élaboration.

Historique

- 7 Les deux périodiques appelés à fusionner ont eu des destins quelque peu dissemblables.
- 8 Le *Bulletin* a été créé en 1972. En 1985, il a subi une première mutation. Entre ces deux dates, soit des numéros 1 à 16 inclus, ont été publiés plus de 120 études, rédigées par une centaine d'auteurs, les trois quarts égyptiens ; les actes de quatre colloques ; des textes constitutionnels et législatifs ; une décision de la Haute Cour constitutionnelle ; des rapports et des commentaires. Le tout a constitué une somme non négligeable pour qui voulait se tenir informé ou qui désirait étudier les développements du système juridico-institutionnel post-nassérien.
- 9 Inutile de redire ce que furent ces seize volumes en format 21x27¹. Rappelons-en tout de même certains traits. Par exemple, que le premier numéro (avril 1972) avait été tapé à la machine et polycopié sur le seul recto. Qu'en avril 1981, un numéro 12, composé recto verso cette fois, et pourvu d'une nouvelle couverture, marquait le dixième anniversaire de la publication. Le jeune périodique se présentait déjà comme la revue d'une coopération scientifique franco-égyptienne privilégiée.
- 10 Pierre Mirel pour les numéros 1-3, Régis Koetschet (4-6), Jean-François Rycx (7-10), Gilles Blanchi (11-14), Hervé Bleuchot (15-16), secrétaires généraux ou directeurs du CEDEJ, qui se sont alors relayés à la barre, ont orienté la publication chacun selon ses tendances, goûts et moyens, mais en ne cessant de faire appel à de nombreuses personnalités égyptiennes pour lesquelles cette publication en français représentait un pôle autant qu'un moyen d'expression.
- 11 À l'origine, la dominante était surtout juridique : héritage de l'École française de Droit, mise sous séquestre à la suite de la lamentable « expédition » franco-britannique contre Suez. Le CEDEJ, créé dans le cadre de « l'Accord de coopération culturelle, technique et scientifique » franco-égyptien du 19 mars 1968, avait reçu en dot les dépouilles de l'Ecole : une collection d'ouvrages juridiques de plusieurs milliers de volumes, une incomparable collection de jurisclassers, traités, manuels, recueils, répertoires et codes annotés, précis, encyclopédies, revues spécialisées, ainsi qu'un jeu complet des thèses soutenues dans les Facultés de Droit françaises entre 1880 et 1972.
- 12 Le CEDEJ devait également couvrir un champ plus large que celui des sciences juridiques. Il était chargé de « mettre à la disposition des juristes, économistes et administrateurs égyptiens une documentation aussi complète que possible relative aux Sciences juridiques, économiques et sociales » et de « faciliter et coordonner les échanges entre la République Arabe d'Égypte et la France en ce domaine ». Mais ce

Bulletin lui-même, était-il proclamé, recevait mission de « faire connaître en France la culture juridique des pays arabes et en particulier de l'Égypte. »

- 13 Les rédacteurs ont décidé d'entrée de répondre à cette invite en optant pour le pragmatisme, non pour le débat doctrinal et en présentant, dès la première livraison, des textes fondateurs mêlant organisation concrète interne, volontarisme régional et utopie arabe : version française de « la Constitution permanente de la République Arabe d'Égypte », du 11 septembre 1971 ; constitution de l'éphémère confédération des républiques arabes de cette même année 1971 ; documents relatifs à un Conseil d'État égyptien devant quelque peu à son homologue français. Droit constitutionnel et droit administratif assuraient leur suprématie, confirmant par là une tradition d'influences et d'intérêts réciproques entre écoles – française et égyptienne – de droit. De nombreux articles, signés Su'ad al-Charqawi, 'Adif Boutros-Farag mais aussi des collaborateurs du Centre tels Pierre Mirel et Kamal Barbar, comme des essais de Rif'at 'Abd af-Wahab et de Iskandar Ghattas, confirmaient cette tendance.
- 14 Les créateurs ont choisi d'ouvrir au-delà du droit public et du droit pénal - autre matière traditionnellement très demandée par les enseignants et étudiants du Caire, d'Alexandrie comme des nouvelles facultés de droit créées dans d'autres villes. Le droit social, la législation du travail, de la sécurité et de l'assurance sociales ont été abordés dès le numéro 3 avant de faire l'objet d'un ensemble d'études réunies dans le n°15. Droit des biens, organisation judiciaire, législation en matière pénale et entraide judiciaire franco-égyptienne à la suite de la convention du 15 mars 1982, matières de statut personnel, de droit international privé, ont fait l'objet d'analyses argumentées ou de présentations critiques, élargissant l'approche juridique originelle.
- 15 À y regarder de plus près, il est clair que les apports les plus riches dans cette production de treize années tiennent à des domaines moins classiques. À preuve l'intérêt marqué pour développer les liaisons entre le juridique, l'économique et le financier, à travers les contributions fournies aux diverses rencontres scientifiques organisées au Caire. Celle de 1973 sur « le rôle de l'entreprise publique dans la planification économique » (n° 2 et n° 3) porte encore aujourd'hui témoignage d'une époque où les responsables de l'économie égyptienne, fortement étatisée et centralisée durant la période nassérienne, envisageaient d'autres voies et s'inquiétaient d'expériences de productions organisées sans être bureaucratisées, contrôlées sans être totalement dépendantes et où marxistes orthodoxes, nassériens et néo-libéraux ne s'accordaient pas forcément sur les voies et moyens pour parvenir au fameux équilibre entre liberté du marché et contrainte planificatrice.
- 16 La rencontre de février 1977 avait pour objet « les nouvelles perspectives de la coopération économique régionale entre la CEE et les pays arabes » ; elle réunissait des internationalistes, juristes et commercialistes, égyptiens et français. La troisième (décembre 1977) s'attachait aux « Entreprises multinationales et pays en voie de développement ». La quatrième (février 1979) abordait la question du « rôle des banques étrangères et françaises en Égypte ». Le thème majeur du numéro 16, « Droit des sociétés et investissements publics », permettait de revenir sur les questions abordées antérieurement, notamment sur celles des capitaux étrangers.
- 17 Certains de ces textes portent les stigmates du temps, d'autres conservent toute leur actualité. Les stratégies des multinationales, le dialogue euro-arabe, le commerce entre l'Égypte et la CEE, le code des investissements, la législation bancaire égyptienne... ont changé à la mesure de l'ouverture économique lancée par le président Sadate et

poursuivie par son successeur. Mais le fond du problème est resté le même : l'Égypte, État-nation-marché, peut-elle rompre sa trop grande dépendance par rapport au marché mondial et plus spécifiquement au marché occidental? D'où les études sur le régime juridique des investissements pétroliers, les investissements étrangers, le contrôle des changes et des importations... En offrant non de véritables dossiers mais des séries de réflexions sur l'entreprise publique, la planification, les échanges économiques avec l'Europe, la nouvelle division internationale du travail, la part des banques étrangères, le contrôle des investissements, le Bulletin a rempli sa fonction principale, celle d'informer sur l'état des débats et problèmes en cours ainsi que sur les orientations et choix d'une politique.

- 18 Un second champ d'étude mérite d'être souligné, c'est celui des relations internationales. Dès le numéro 4 (octobre 1974), le Dr Boutros Ghali, universitaire internationaliste de renom et rédacteur en chef de deux importantes revues (*al-Ahram al-Iqtisadi* et *al-Siyasa al-Dawliyya*), anticipant en quelque sorte sur la rencontre de février 1977 avait envisagé les « écueils en perspective et solutions possibles » du dialogue euro-arabe. Il devait reprendre la parole huit ans plus tard en tant que ministre d'État pour les Affaires étrangères, pour présenter les constantes et affirmer la continuité de la politique extérieure de l'Égypte après l'assassinat du président Sadate, ceci au sein d'un numéro largement consacré à cette même politique extérieure (numéro 14).
- 19 Un troisième univers a été abordé à travers un article daté de 1978 et signé par Ahmad Charaf af-Din, fournissant au lecteur une perspective renouvelée sur « Droit musulman et doctrine islamique ». Ce qui n'était alors que timide évocation – au moment où programmation économique, investissements étrangers et système bancaire s'imposaient comme chroniques principales devenait quasiment majoritaire entre 1979 et 1982. Les numéros 10 et 11 ont comporté des études sur le droit musulman, soit dans une perspective comparatiste (avec le droit français), soit en fournissant une approche des courants islamistes comme dans l'essai de Hasan Hanafi sur « Origine du conservatisme contemporain et de l'intégrisme musulman. » Les numéros 12 et 13 développaient alors pleinement un phénomène jusque-là réservé aux spécialistes la remontée des interrogations touchant l'islam. Ils abordaient les questions relatives à la pensée, les normes juridiques, la justice traditionnelle, l'éducation en général et l'enseignement du droit en particulier, les Droits de l'Homme et les libertés publiques, les conceptions économiques et bancaires, les règles concernant le travail et la propriété en Islam. On peut constater combien l'éventail des opinions est large – à ceci près que les maximalistes musulmans, penseurs, jurisconsultes ou animateurs de mouvements populaires n'ont pas été conviés à la rencontre et que ceux qui s'expriment rejettent implicitement les excès du conservatisme religieux au profit d'un ressourcement servant les desseins de la nécessaire transformation socio-économique et, sous un discours communautaire islamique, celui de l'Umma, proposent une version égyptienne du droit des biens et des personnes par le biais de synthèses entre fondements islamiques orientaux et modalités techniques occidentales pour ce qui est du civil comme du public, de l'individu et de l'État, de l'organisation et des relations. Chacun n'y trouvera pas toutes les réponses aux questions que pose la montée des islamismes, ces idéologies de la transformation (ou résurrection) par le recours aux seuls principes « muhammadiens », et dont les enseignements sont capables d'armer le bras de fanatiques et d'assassiner un président. On y percevra en revanche toute la richesse d'une histoire, d'une philosophie, d'une morale, d'un code mais aussi d'une

praxis à travers des interprétations mesurées, sous la plume d'interprètes de formation essentiellement juridique mais dont la culture, le savoir, l'ouverture d'esprit, les entraînent à déborder les frontières d'une seule discipline.

- 20 Les animateurs du *Bulletin* ont su constituer un réseau de collaborations régulières en alternant numéros à thèmes et numéros « ouverts » composé d'études différenciées, rédigées pour l'essentiel par d'éminents juristes égyptiens s'exprimant sur des points de doctrine ou sur les aspects pratiques du droit de leur pays. À partir de 1979, un effort de rationalisation et de concentration s'est entrepris sans tomber dans le travers des numéros spéciaux successifs qui promènent le lecteur d'un sujet à l'autre et rompent les continuités. L'économie – déjà présente sous le manteau du droit – et les sciences sociales ont eu dès lors un statut officiel.
- 21 En 1985, le bilan établi de treize années, la transformation du CEDEJ en unité de recherche associée au CNRS français, il est apparu nécessaire de pousser plus loin, autrement dit d'engager le *Bulletin* au delà de son univers habituel; le sous-titre « droit, économie, société » l'imposait presque. Des contributions telles celles de Christine de Sainte-Marie et de Marc Lavergne sur l'agriculture égyptienne, grande oubliée des colloques sur le développement, indiquaient mieux qu'une piste à suivre. L'économie des campagnes, celle de l'ensemble de la vallée du Nil, méritaient qu'on s'y attardât, celle des villes, en plein chambardement en Égypte, également et tout autant celle dite « informelle » avec les mouvements de main-d'œuvre qui y sont liés et qui perturbent tant des experts peu préparés à les appréhender et à les convertir en statistiques. D'autres domaines, déjà abordés mais inépuisables, tels ceux des comptes extérieurs, de la dette et de la balance des paiements – un des meilleurs points d'observation de la santé de l'économie égyptienne à ce jour – demandaient un traitement strictement juridique; on pouvait encore rêver d'une série d'enquêtes sur le statut, les fonctions et mutations du droit en Égypte et au Moyen-Orient dans le dernier quart du XX^e siècle. Au fond, il fallait rendre compte des modifications dues aux mutations vécues par une société qui, de 37 millions d'habitants environ en 1975 aura doublé selon toute probabilité d'ici l'an 2000; des effets des transformations écologiques en fonction du sort réservé à l'environnement et à l'emploi de technologies nouvelles; des conditions des termes de l'échange entre marché égyptien et marché mondial.
- 22 La mission du *Bulletin*, partant de celles de ses rédacteurs en 1985, consistait à poursuivre une tradition tout en s'ouvrant sur des secteurs inexplorés. C'est à cette double tâche que Bernard Botiveau s'est attelé. C'est à lui que l'on doit les importants changements réalisés alors en matière de format, présentation, conception générale, périodicité (passage d'un rythme quasi-annuel à un rythme semestriel, mieux adapté aux orientations du Centre ainsi qu'aux demandes de ses partenaires égyptiens). L'équipe qui se rassemblait autour de lui choisissait de construire les numéros autour de thèmes retenus moins en raison de ce qu'ils contenaient d'information brute que des enseignements qu'ils étaient susceptibles d'apporter sur l'Égypte contemporaine. Des rubriques ponctuelles, des comptes-rendus, des bibliographies critiques, devaient accompagner des études tantôt introductives à une recherche fondamentale, tantôt dictées par les nécessités du moment. Le numéro 17 comprenait ainsi deux parties consacrées, l'une à ce qu'il a été convenu d'appeler en Égypte le « procès des banques », l'autre aux amendements du droit de la famille, questions ayant toutes deux fait l'objet d'une large « couverture » médiatique. Et le volume s'ouvrait sur une série d'articles consacrés aux problèmes de l'énergie en Égypte où elle constituait – et constitue

toujours – une priorité, avivée qu'elle était par la crise du marché pétrolier et la sécheresse persistante dans les régions nilotiques, par le besoin de s'assurer un minimum d'autonomie en matière énergétique plutôt que par les préoccupations de respecter l'environnement naturel.

- 23 La vingtième livraison (2-1986) poursuivait cette quête autour de différents axes. En premier lieu par le biais des conflits traditionnels, entre histoire-science et histoire-idéologie et des manipulations d'une histoire politique (nationale) peut-être plus préoccupée d'orienter l'opinion que d'assurer une production savante par le canal de cursus universitaires. En second lieu, par une série d'essais sur le fonctionnement de la justice, et l'opinion que les magistrats pouvaient en avoir, à partir du premier congrès des professions judiciaires tenu au Caire en avril 1986. Enfin, par une présentation commentée du projet de code pénal islamique égyptien approuvé par l'Assemblée du Peuple en juillet 1982, souvent évoqué depuis mais jamais promulgué.
- 24 Au fil des autres numéros (n° 19 puis 21 à 26) les auteurs ont tenté de s'inscrire dans le nouveau cadre retenu en se rassemblant autour d'un thème central. Des études sur les Droits de l'Homme (n° 17), sur la vallée du Nil et le Soudan (n° 19 et n° 22), les anciens et nouveaux médias en Égypte (n° 21), les récentes transformations politiques dans le monde arabe (n° 23), la .protection des terres agricoles et de l'eau (n°26) se sont donc succédé. Seul le 2-1988 a échappé à la règle. Sous l'appellation « d'essais » – construits autour du jeu dialogique où s'inscrivent endogène et exogène, extériorité et intériorité, perceptions étrangères et interprétations autochtones, au creux d'espaces emboîtés et sécants à la fois, par le canal d'ethnologies où la réciprocité a quelque peine à le disputer aux monopoles interprétatifs – a été présentée une série de contributions destinées à donner une idée de la variété des recherches entreprises au CEDEJ et relevant de différentes disciplines.
- 25 On peut reprendre ces textes dont une partie fut le produit de rencontres scientifiques organisées au Caire sous l'égide du Centre - journées d'études sur une « Economie politique de la vallée du Nil » (5-6/12/1985), sur « le Soudan et la vallée du Nil » (15-18/1/88), sur « les transformations politiques dans le monde arabe ». (15-18/1/1988), sur « la protection des terres agricoles » (21-23/3/1989) une autre partie est issue d'interprétations diversifiées sur des objets précis, télévision, cinéma et vidéo en Égypte, par exemple (1-1987). On y trouvera l'essai d'un dialogue entre chercheurs français et égyptiens auxquels se sont joints des invités d'autres nationalités. On y constatera à quel point les lectures et interprétations peuvent différer, à la mesure des lieux confrontés, des expériences observées. On y puisera de quoi enrichir le comparatisme à partir de données fournies par l'espace régional arabe, mais aussi matière à alimenter le domaine de l'ethnographie à partir d'enquêtes plus circonscrites. Entre des textes aussi différents que ceux traitant de « la mémoire politique dans les pays arabes », le commentaire d'un projet de loi, un projet technique pour réduire les déperditions d'eau destinées à l'irrigation dans la vallée du Nil et un essai sur un répertoire musical spécifique à Bagdad, les écarts sont flagrants. Pourtant les connaissances rassemblées commencent à avoir un effet consultatif, à faire sens. Un texte révèle soudain, à travers un cas, plus que son auteur ne le prétend au moment où il le rédigeait, comme ces quelques trente pages consacrées par François Ireton à un quartier cairote, celui de Bulaq al-Dakrur (2-1986). À l'évidence, ce sont des enquêtes de ce genre qui, multipliées, permettront d'en apprendre davantage sur une ville qui ne

cesse d'échapper - de par les seules lois démographiques - à ceux qui cherchent à la saisir.

- 26 La *Revue de la Presse égyptienne*, après trois numéros expérimentaux, est née officiellement en septembre 1981. En 1985, à la veille de sa 18e livraison, elle comptait près de 4000 pages réparties en 13 numéros simples, un double (16-17) et deux spéciaux - chronologies annuelles (9 et 14) -, soit une moyenne de 225 pages par volume.
- 27 Préparée au CEDEJ à partir des seules informations puisées dans les organes de presse publiés en Égypte, tirée et diffusée par le Centre d'études et de recherche sur l'Orient arabe contemporain d'Aix-en-Provence, la *Revue* se présentait sous forme de cahiers 21x29,7, dactylographiés et reproduits par reprographie puis adressés aux abonnés hors d'Égypte. Dès le départ, la formule consistait à rassembler des articles sur des thèmes de l'actualité politique, économique, sociale et culturelle, à les présenter sous formes de dossiers précédés d'une brève présentation pour les mieux replacer dans leur contexte, avec des titres et intertitres de la rédaction. Elle s'adressait à un public de lecteurs francophones : amateurs éclairés, chercheurs, universitaires, techniciens, résidents ou visiteurs préoccupés de connaître - donc de mieux comprendre - l'Égypte de leur temps.
- 28 À l'origine, une équipe a été rassemblée par Remy Leveau, où se sont retrouvés divers collaborateurs, chercheurs et associés à la recherche qui ont aidé à concevoir une formule originale. Animée par Philippe Cardinal, la *Revue* s'est ensuite renforcée de rédacteurs, documentalistes et traducteurs. Tous se sont attachés à dépouiller, classer, traduire, présenter une sélection de dossiers de presse de différents calibres.
- 29 La *Revue* a présenté un lot impressionnant d'extraits d'articles. Ceux-ci ont fourni un aperçu des différentes opinions sur l'actualité et de leur évolution au fil des mois, des années des années. En neuf ans, elle a fait l'objet d'amendements et d'enrichissements, les plus importants se situant en 1985.
- 30 Les débuts de la *Revue* ont été placés sous de bien funestes auspices. Le 6 octobre 1981, un président était assassiné, lors d'une parade militaire à grand spectacle, par un groupe de ce que l'Occident aimait à nommer des « fanatiques musulmans ». Se trouvaient interrompues de la plus tragique manière les cérémonies du huitième anniversaire de la guerre d'octobre 1973, dont la victime du jour était le héros et le symbole. Toutefois, la rupture au sommet n'entraînait aucune perturbation dans le fonctionnement des institutions, contrairement à ce qu'attendaient le lieutenant Khalid al-Istambuli et ceux qui l'avaient inspiré. Le soulèvement islamiste d'Asyut se trouvait rapidement réduit. Quant à l'appel à l'insurrection lancé par Sa'ad al-Din Chazli, il devait rester sans écho. Les islamistes étaient pourchassés en même temps que des militants communistes. L'armée s'épurait des officiers soupçonnés être des sympathisants des groupes d'obédience religieuse. Le mécanisme constitutionnel venait de démontrer une fiabilité, et la classe au pouvoir une unité, que les élections de 1984 allaient confirmer. Les modes de gouvernement changeaient, le style présidentiel surtout, le régime demeurait. Ses options restaient les mêmes à l'intérieur comme à l'extérieur, aux prix de divers « redressements » ou réorientations.
- 31 Il n'empêche que, pour ce qui est de la *Revue*, la situation n'était pas des plus confortables. À la veille de l'attentat, sept titres avaient été retirés des kiosques sur ordre du gouvernement et le premier numéro sortait avec des extraits des journaux interdits. Et la mort du Président laissait supposer que la presse, dont le défunt avait décidé auparavant de sanctionner les excès, n'allait pas recouvrer ses libertés de sitôt.

Choisir parmi les articles publiés ceux qui révélaient les faiblesses d'un régime, l'exercice autoritaire du pouvoir par un homme, les difficultés économiques, les tares du système éducatif, les emportements d'extrémistes religieux, devenait un exercice périlleux. Même si l'utilisation systématique des caricatures pouvait aider à tempérer les jugements et critiques reproduits.

- 32 En réalité, les séquelles de l'assassinat furent résorbées plus vite que les commentateurs ne s'y attendaient. J'ai rappelé dans cette même Revue les difficultés d'un régime atteint à sa tête mais demeurant solide sur ses bases². Je renvoie, en ce qui concerne les événements marquants des années 1984-1985, aux chronologies proposées par la Revue (chronologies annuelles dans les numéros 9 à 14 puis dans le n° 16-17, trimestrielles ensuite.) J'invite à lire ou relire aussi ce qui a trait à la gestion et au fonctionnement politique dans les numéros 5, 8, 11, et 13 notamment. On y trouvera les raisons d'un changement de style et d'atmosphère reposant sur un apparent paradoxe : une activité gouvernementale plus feutrée, moins tonitruante qu'avant 1981 d'un côté, et un système plus ouvert, notamment à la critique, de l'autre. Par le biais d'une opposition diversifiée à laquelle étaient rendues ses armes favorites, ses journaux, une animation tout à fait nouvelle – lances rompues en public, attaques personnelles, satires diverses – s'emparait du rituel politique alors que la Présidence choisissait délibérément un profil bas. Ce qui explique peut-être qu'après quelques mois d'adaptation, la presse se soit faite l'écho de critiques envers une politique gouvernementale jugée pas assez dynamique.
- 33 À partir de janvier 1985, la Revue entérinait en quelque sorte les changements apportés dans les modes d'expression politique. Une équipe pilotée par Olivier Dubois assurait le relais, proposait différentes modifications directement perceptibles : format plus maniable, parution trimestrielle, couverture plus attrayante, utilisation de nouveaux procédés de composition, tirage offset, contenu plus diversifié. Le culturel le cédait peu à peu au politique, à l'économique, au démographique... sans disparaître pour autant puisqu'une chronique lui était consacrée, assurée avec maîtrise et précision par Jean-François Belleface. D'autres « rubriques » étaient introduites de façon systématique : économie, textes de loi, chronologie intégrée. Un dossier quelque peu explosif de près de deux cents pages sur le « procès des banques », qui avait secoué l'opinion, révélait les failles d'un système, il permettait aussi de prendre conscience d'un phénomène relativement neuf : la dénonciation était assurée, reprise en compte et diffusée par la presse réputée gouvernementale plus que par celle dite d'opposition. La démocratisation par l'écrit s'en trouvait démontrée d'autant même si, à cette époque, était interdite une réédition des Mille et une nuits.
- 34 Pour le numéro 4-1985, la rédaction décidait d'innover et de livrer à ses lecteurs la traduction française, dans sa version intégrale, d'un journal, l'hebdomadaire (à l'époque) *al-Wafd*, organe du parti du même nom, opposition officielle représentée au sein de l'Assemblée du Peuple, et lu en tant que tel. Tel que conçu, le projet était d'offrir chaque année le contenu in extenso d'un des organes de presse pour donner à saisir, par fractions, l'ensemble du paysage médiatique égyptien. Les problèmes de la réduction du format original des pages en arabe – rendant celles-ci quasiment illisibles et la lecture des clichés malaisée – ainsi que du montage technique des textes français correspondant aux colonnes du journal ; le caractère inégal des informations portées à la connaissance d'un lectorat peu à même d'en percevoir l'intérêt et pas assez sensibilisé aux nuances de la mise en page – mise en valeur (telles les pages de publicité

liées à la tenue de la foire internationale du Caire); la perception compliquée des « émeutes » des appelés de la police de février 1986 pour qui ignorait les faits – dont la présentation ne devait être assurée que dans le numéro suivant (1-1986)... tout contribuait à faire du produit fini un instrument moins démonstratif que nous l'espérions. Après avoir imaginé de livrer aux abonnés un numéro original du journal *al-Ahram* tel que sorti des presses en même temps que sa traduction française dans une autre livraison de la *Revue*, il nous a fallu renoncer à poursuivre dans cette voie.

- 35 Une autre initiative a consisté à étendre le champ de la *Revue* à l'espace politique soudanais en consacrant quelques 120 pages aux élections libres des 1-12 avril 1986 ; un quart du texte servant d'introduction détaillée à destination des lecteurs peu familiarisés avec la combinatoire des mosaïques partisane, ethnique, religieuse, linguistique... (numéro 22, 1-1986). Notons qu'un second dossier a été consacré au Soudan dans le numéro 1-1989.
- 36 En regard était esquissé un bilan des cinq premières années de la période post-sadatienne, sorte de tableau aussi peu systématique que possible et fondé, toujours, sur des données empruntées à la presse, de l'état de l'Égypte depuis l'élection du président Mubarak. Sous le vocable de « Décision politique » ont été examinés différents éléments. L'institution présidentielle d'abord, et la manière dont son titulaire a su la remplir, voire la renforcer en la stabilisant. Les paradoxes de la démocratisation, ensuite, avec un système de parti dominant que ne pouvait menacer un pluripartisme à éclipses et qui empêchait une opposition legaliste et divisée à gauche comme à droite (Wafd, libéraux, PST, Frères musulmans), de profiter de l'ouverture que paraissaient offrir les élections anticipées à l'Assemblée du Peuple de 1987 (présentées dans le n° 1-1987) d'une part, et une expression libéralisée des opinions représentée essentiellement par la presse, devenant polymorphe, multiforme, plurielle, contrastant avec le monopole exercé par la classe politique d'autre part. La nouvelle répartition des forces qui tentaient de tirer avantage de la libéralisation de la parole ambiante et des remobilisations syndicales possibles (médecins, pharmaciens, enseignants...) enfin, avec l'investissement des associations par les islamistes notamment, signe de la montée en puissance de ceux que Maxime Rodinson appelle des groupes politico-religieux et de la part grandissante prise par l'Islam, en tant que donnée mais aussi enjeu du système égyptien. Plusieurs autres dossiers ont permis de compléter la perspective politique par des éclairages d'ordre économique sur les finances, la dette extérieure (Industrie, l'agriculture, la main-d'œuvre émigrée (numéro 24-25, 2^e semestre 1986).
- 37 Les questions posées en 1987 sont restées présentes depuis : elles ressortent de domaines qui ne se recouvrent pas forcément mais présentent une cohérence certaine. Une première série de questions conduit à se demander quelle est la portée de l'expérience parlementaire égyptienne – tout à fait exceptionnelle dans le monde arabe quand on sait que l'édition 1987 était la dix-neuvième du genre et qu'il y eut plus de 2000 candidats pour 48 des sièges à pouvoir – sur les mécanismes et la culture politiques nationaux. En d'autres termes, les formes de la représentation n'ont-elles conduit qu'à la sélection d'une classe politique alimentée majoritairement par le Wafd et par les groupes d'intérêt liés à la monarchie jusqu'à l'arrivée des Officiers libres aux commandes, et ensuite par la constitution d'un parti nassérien puis post-nassérien monopoliste et aux ordres du leader ou ont-elles contribué, au contraire, à la diffusion d'idées, à l'institutionnalisation et la codification de pratiques, à l'organisation d'un

pouvoir, associant des citoyens à l'exercice de la souveraineté ? Y a-t-il eu acculturation politique propre à l'ensemble de la communauté nationale ?

- 38 Dans le même axe, on peut s'interroger sur la relation entre une démocratie d'essence représentative, parfaitement ancrée dans la société mais non productrice de socialisation politique de l'ensemble social, et une liberté d'expression récemment légalisée mais atomisée en journaux d'opinion, simples véhicules d'idéologies partisans et ne débouchant pas davantage sur une prise de conscience collective, non susceptible de traduire les différents intérêts à l'œuvre, les différents courants. Réduit à sa plus simple expression, déformé donc jusqu'à l'outrance, le problème serait de savoir si un pouvoir est vraiment partagé lorsqu'à côté d'un parlement élu et d'une presse libre, les membres de la communauté politique ne se voient pas offrir tous les moyens de la participation, que les relais à double sens société civile-appareil d'État ne peuvent jouer leur rôle et que l'état d'urgence demeure depuis 1981 l'instrument clé de l'action gouvernementale, par exemple.
- 39 Une seconde série de questions a trait aux aspects plutôt économiques. Elle tourne autour des balancements traditionnels entre ressources et dépenses, projets et moyens, emprunts et remboursements, secteur public et secteur privé, planification et libéralisation, marchés extérieurs et marchés intérieurs, salaires et prix, produits subventionnés et produits libres. La *Revue* a évoqué, sans ordre préalable, quelques-uns de ces enjeux en évoquant l'agriculture égyptienne (2-1986 et 3/4-1986), les prescriptions du Fonds monétaire international (3/4-1986), l'industrie (3/4-1986), la politique du tourisme, source importante de revenus en devises (2-1987), les relations avec les États-Unis (3-1987 et 4-1987) fort marquées par une dépendance en matière alimentaire et dans le domaine des armements, la politique pétrolière (1-1988), les sociétés islamiques de placement de fonds (2-1988), aberration financière ayant d'abord présenté toutes les apparences de la légalité financière sous le couvert d'une légitimité d'essence religieuse et se terminant en scandale devant l'opinion puis les tribunaux. Et nous ne disons rien des émigrés – pourtant évoqués dans les colonnes de la *Revue* – ces épargnants d'une économie qui les a dépassés, ces petits investisseurs fonciers alors que le monde de l'argent s'est tourné vers les profits tirés des tractations financières.
- 40 Connaître la situation économique de l'Égypte par les journaux n'a pas été aisé, le sujet entraînant de la part des commentateurs plus ou moins spécialisés (et *Al-Ahrâm al-iqtisadi* est une source importante en la matière) des jugements pour le moins disparates. La presse a parlé d'une dette tantôt dépassant les 60 milliards de dollars tantôt inférieure à 40. Elle a avancé une inflation annuelle de 40% quand, à l'évidence, elle était de la moitié. Il a été question d'une chute des revenus extérieurs, dont seraient responsables successivement ou concurremment l'effondrement des cours du pétrole de 1986, la baisse des profits tirés de l'exploitation du canal de Suez et du tourisme, le trafic sur les devises effectué par la population émigrée, l'absence d'unification du marché de changes, la déviation de l'épargne tentée par les sirènes des sociétés islamiques de placement... De temps à autre, le FMI et ses diktats, susceptibles d'entraîner tous les déséquilibres sociaux, ont été mis en cause, puis ce fut la politique gouvernementale des subventions qui fit l'objet de diatribes. Tout le monde a accusé, à un moment ou à un autre, le laxisme des responsables, incapables de prendre les décisions qui s'imposaient, de gouverner « en choisissant », notamment en imposant des mesures budgétaires et un système d'imposition adéquat, d'établir un taux de change et de taux d'intérêt réalistes, de rendre concrète une hausse des prix. À qui veut

se retrouver dans les arguments et chiffres publiés, il est difficile de savoir très exactement à quelles conditions le redressement économique de l'Égypte est possible, en fonction, par exemple, d'accords passés avec le FMI et le Club de Paris, d'un ajustement des tarifs, d'une amélioration de la balance des paiements liée à l'accroissement des investissements publics et des exportations. Et les données sur les montants et secteurs d'application des investissements privés, comme la part jouée par une économie parallèle (informelle) non comptabilisée, restent des inconnues, ou plutôt font l'objet d'appréciations erratiques.

- 41 Troisième centre d'intérêt : la position de l'Égypte par rapport à l'environnement politique international. La *Revue* aura traité des relations de l'Égypte avec le Soudan, on l'a dit, avec Israël, avec ses partenaires géographiquement les plus proches (avant que ne soit rétabli le dialogue avec la Libye). L'Égypte a réintégré la Ligue arabe et a participé à la constitution du Conseil de Coopération Arabe. Deux dossiers ont été consacrés aux perceptions d'événements propres au monde arabe, dans ses ailes est (Palestine avec l'Intifada et ouest (Algérie avec les événements d'octobre 1988), notamment dans le 1-1989.
- 42 Il faudrait ajouter les extraits relevant de la chronique culturelle, dont l'attribution du prix Nobel à Nagib Mahfouz est en quelque sorte le point d'orgue (3/4-1988). Après le début 1985, ce furent plus de mille pages par an en moyenne, distribuées inégalement en « dossiers » et « rubriques ». La somme n'est pas mince.

Alors, pourquoi ne pas continuer, reconduire la formule pour un nouveau bail?

- 43 Il est, à l'origine de la fusion entre *Bulletin* et *Revue de la Presse*, deux motifs principaux, l'un d'ordre matériel, l'autre de caractère intellectuel.
- 44 L'autonomie administrative du CEDEJ, sa constitution en Centre de documentation et de recherche avec une personnalité juridique propre, ont conduit à réduire sa sphère d'intervention en matière de coopération scientifique, plus spécialement avec les universités. Jusqu'au début 1990, le centre gère la fraction de budget de l'ex-Mission de Coopération universitaire (devenue en 1985 Mission de Recherche et de Coopération avant de s'intituler, cinq ans plus tard, Mission Culturelle et de Coopération scientifique et technique), en matière de sciences sociales et humaines. Ressortaient donc du domaine normal d'activité du CEDEJ de nombreuses formes d'échange avec les institutions et milieux de l'enseignement et de la recherche égyptiens, échanges traduits en missions, invitations, bourses, séjours et stages tous les ans dans le sens Égypte-France mais aussi dans le sens France-Égypte. Pour compléter cet éventail, des subsides étaient alloués chaque année à la tenue de rencontres scientifiques, à l'achat d'ouvrages et à la publication de périodiques... Le *Bulletin Égypte Droit, Economie, Société*, dont l'existence vient d'être retracée, avait pour mission première de servir de terrain de rencontre, de chambre d'écho et d'organe d'expression aux réalisations communes franco-égyptiennes en sciences sociales et humaines. L'équivalent d'une subvention était ainsi attribué, qui permettait de faire connaître celles-ci dans les pays des deux partenaires comme à l'extérieur et qui couvrait une partie importante des coûts nécessaires au rassemblement des manuscrits, à la préparation en vue de l'édition, au paiement des frais d'impression et de diffusion... À un moment de son histoire (année

- 1980) le CEDEJ a même accueilli quatre volontaires du service national dont les spécialisations (en droit, économie, science politique par exemple) étaient mises au service de la publication; l'un centre eux assurait même le secrétariat du Bulletin.
- 45 Désormais coupé de la coopération formalisée, le CEDEJ a perdu en même temps les ressources qui y étaient affectées, en argent ainsi qu'en personnel (VSN).
- 46 Le *Bulletin* n'a donc plus les moyens économiques de sa survie, quand bien même il a pu s'imposer comme l'instrument privilégié d'une coopération savante de plus en plus dynamique entre Français et Egyptiens. Et il ne pouvait être question de poursuivre l'édition d'un organe trimestriel en prenant sur la modeste dotation « publications » inscrite au budget du CEDEJ au titre de la recherche proprement dite et chargée d'alimenter quatre « dossiers » annuels ainsi que deux ouvrages de la série « Recherches et témoignages », sans compter les Actes de rencontres scientifiques prévues dans le cadre des différents programmes de recherches et tenues au Caire... et d'une *Revue de presse* trimestrielle lourdement grevée de son côté par les frais de traduction, édition, gestion, diffusion soudains supportés par le CEDEJ seul.
- 47 C'est que la *Revue de la Presse* est une autre victime de la nouvelle division du travail, de la redistribution des tâches et de /a rupture légale - aux effets administratifs et financiers déterminants - entre recherche et coopération et sur la logique desquelles nous n'avons pas à porter de jugement, aussi pervers puissent en être les effets. Destinée d'emblée à faire connaître à un public francophone le contenu de la presse arabe d'Égypte, la *Revue de la Presse* trouvait une partie de ses crédits indirectement dans les « fiches navettes » particulières aux différents secteurs de la coopération pour lesquelles le CEDEJ avait servi de relais et de pilote jusque-là.
- 48 Aujourd'hui, il faut donc reconsidérer de la façon la plus matérielle et pratique possible, autrement dit du point de vue des coûts et du marché, l'édition de deux périodiques et se transformer en comptable. De ce point de vue, le « bilan » ne saurait être positif. D'autant que chacune des revues ne touche qu'un public à tout prendre limité. De par le monde, les candidats lecteurs d'un Bulletin centré sur des questions traitant prioritairement de l'Égypte et d'une Revue fournissant la quintessence, en une langue, d'articles parus dans une autre, et ce dans un seul pays, ne pouvaient se compter par milliers. Et il ne fallait pas trop penser accroître cette audience dans des proportions suffisantes pour combler le déficit en moyens par une extension proportionnelle du lectorat payant. En bref, la mission remplie par le CEDEJ au titre du service public (français) et de l'action culturelle (française encore) à l'étranger, était sans commune mesure avec une entreprise commerciale et il était inimaginable d'opérer soudain la mutation de celle-là à celle-ci.
- 49 En même temps, et c'est là qu'intervient la seconde raison, plus « noble » que la première ne serait ce que parce qu'elle en contrebalance les pernicieuses conséquences, personne parmi /es acteurs, animateurs, collaborateurs des deux périodiques, tant du côté égyptien que français, n'était prêt à sacrifier l'un pour sauver l'autre, a fortiori à les abandonner ensemble selon l'adage simpliste « Point d'argent, point de Suisse ». Des capitaux constitués, tous s'entendaient pour dire qu'il convenait de continuer à les enrichir et pour préciser qu'il fallait en profiter pour réajuster les deux formules, en fonction à la fois de l'évolution du CEDEJ lui-même, des orientations de la recherche, des besoins de la communauté scientifique...
- 50 L'idée d'une jonction des deux périodiques répondant hier encore à des besoins et poursuivant des objectifs dissemblables, s'est peu à peu imposée. Pour donner

naissance à une revue trimestrielle joignant les vertus de la réflexion théorique et des études pratiques à celles de l'information documentaire. Les deux parties distinctes qui avaient formé le contenu du Bulletin et de la Revue devaient demeurer, mais recomposées dans une perspective de complémentarité explicite.

- 51 Sortir quatre fois 200 à 300 pages par an avec des moyens que l'on peut qualifier de fortune, s'assurer de la collaboration d'un nombre suffisant de chercheurs pour alimenter la partie « Etudes » en contributions de qualité, rassembler des dossiers sur des thèmes susceptibles d'intéresser un public plus large qu'antérieurement, fournir en traduction, de l'arabe vers le français, des extraits de documents importants, l'ensemble représentait autant de paris à gagner dans des délais fort brefs.
- 52 Les paris 1,3 et 4 dépendent en grande partie du personnel et de sa capacité à répondre aux objectifs fixés. Déjà entraîné à la rédaction des deux revues précédentes, il est constitué en équipe et sait bénéficier de la synergie entre chercheurs et documentalistes, des apports conjoints des grands secteurs d'activité du CEDEJ et d'un fonds documentaire constamment alimenté pour ce qui est de la presse égyptienne et des ouvrages traitant du monde arabe. La capacité de tenir ces trois paris se trouve au Caire.... En ce qui concerne le second pari – l'apport de contributions originales – il est conditionné par des facteurs externes, il tient à l'existence d'une communauté de chercheurs se consacrant à l'étude du monde arabe et prête à publier dans une nouvelle revue le résultat de ses travaux. Il y a. quelques années encore, le centralisme parisien allié à la difficile formation de chercheurs n'arrivant pas à rompre avec ses diktats et les préalables d'une arabisation de haut niveau, d'une islamologie d'essence académique et d'un orientalisme classique – et, de plus, délaissant le Maghreb – auraient incité à conclure à une impossibilité. À présent, on peut affirmer qu'une nouvelle génération de spécialistes est en mesure de répondre à la demande; elle est constituée de ceux que quelques plumes un peu pressées ont nommé les « nouveaux orientalistes ». Il ont été – et continuent d'être – formés pour l'essentiel dans le monde arabe, au contact de l'actualité. Ils sont pourvus à la fois des bagages linguistiques et universitaires propres à l'érudition de type classique et armés des méthodes et techniques de sciences moins réputées sans doute, mais plus à même de saisir, traduire et faire comprendre ce qu'il leur est donné de voir et de vivre. En ce sens, les centres de recherches de Beyrouth-Amman, de Damas, du Caire, mais aussi d'Istanbul et de Téhéran dépendant de la sous-direction des Sciences sociales et humaines du MAE – créés ou redynamisés sous la tutelle et l'inspiration de Philippe Guillemin, Rémy Leveau et de quelques autres – ont rempli en l'espace d'une dizaine d'années une fonction tout à fait déterminante, ne serait-ce qu'en accueillant ceux qui traitent de sociétés présentes sans ignorer leur passé et qui s'avèrent capables de sortir du champ de leur discipline pour chercher ailleurs les causes des phénomènes qu'ils observent.
- 53 Or, cette nouvelle mouture de chercheurs ne possède pas, à ce jour, l'organe scientifique d'expression susceptible de faire connaître ses hypothèses, démonstrations, conclusions, l'instrument de confrontation à même de lui fournir un forum d'échanges, un terrain comparatif et de consultation par le biais de documents informants.
- 54 Jean Leca, chargé en 1984 par le Ministère de la Recherche, à travers le comité « Monde arabe », de rédiger un rapport en vue de créer une revue sur le Monde arabe contemporain – revue susceptible de devenir par la suite l'organe de l'Association française des études sur le monde arabe et musulman (AFEMAM) – rappelait dans ses

premières conclusions les termes du *Rapport sur les études arabes* présenté au Premier Ministre par Roland Morin en avril 1981, selon lesquels « une revue de bonne qualité sur le Monde arabe contemporain, publiant des articles français et étrangers, est une des premières priorités en matière de publications ».

- 55 Depuis presque une décennie et en dépit des efforts déployés par le rapporteur pour suggérer les voies et moyens les mieux adaptés, il n'a pas été possible de combler le vide; le périodique réclamé est resté à l'état d'ébauche. Faute de quelque 500 000 francs annuels nécessaires à sa réalisation (coût estimatif 1985), impliquant 750 consommateurs (abonnés, « fidélisés » dirait-on aujourd'hui), et une subvention d'environ 200 000 francs destinée à couvrir les frais d'exploitation. Faute d'un rassemblement de producteurs en quantité suffisante, du type de celui que l'on vient d'évoquer, à même d'alimenter la revue en textes de qualité? Faute d'un consensus peut-être, au sein de la communauté scientifique française – divisée ou hésitante sitôt qu'il est question d'innover et de créer de nouveaux lieux de décision, d'orientation de la recherche donc d'exercice d'un pouvoir – sur la nécessité de se lancer dans ce que chacun considérerait comme une aventure? Faute d'avoir enterré la période de crise due aux critiques de l'orientalisme, aux doutes nés de la décolonisation, aux problèmes d'identité des chercheurs, aux soubresauts de la conscience historique, au retrait de la dialectique, à la condamnation du fonctionnalisme et autres maladies infantiles des sciences sociales? Faute d'un marché encore, dépassant la collectivité des chercheurs pour atteindre un public plus large, donc d'un éditeur – ne disons pas d'un mécène – prêt à s'engager dans l'édition d'un périodique tirant à moins de mille exemplaires (c'est pourtant, au-dessous de ce chiffre que se placent plusieurs revues spécialisées, non françaises, traitant du même domaine? Faute, pour le CNRS, d'assurer le refais nécessaire, trop assiégé par ailleurs de demandes pour accepter de subventionner celle-ci ou celle-là en particulier et de plus en plus sensible à la publication de revues spécialisées destinées aux seuls spécialistes? Faute d'une université suffisamment dotée ou d'une institution de recherche de calibre important pour assurer la gestion courante sinon le pilotage scientifique? Faute d'une équipe prête à s'investir dans une opération de longue haleine sans les bases financières, l'appui institutionnel, le soutien scientifique nécessaires? Faute de trouver le « périodique-mère », organe existant et permettant de s'ouvrir à la communauté scientifique tout en conservant ses propres structures, comme cela avait été évoqué à propos de *Maghreb-Machrek*?
- 56 Quelles qu'aient été les raisons réelles, l'entreprise telle que suggérée par Jean Leca n'a pu aboutir. Et pourtant fa formule qu'il avait proposée – constitution d'une structure coopérative rassemblant des institutions de recherche, associant des établissements publics d'enseignement et de recherche, des ministères, la Documentation française s'engageant pour une période pluriannuelle, structure gérée par un comité désignant un organisme, un Directeur et un rédacteur en chef, le tout sous le contrôle d'un conseil scientifique, la publication étant confiée à un éditeur privé ou public – cette formule paraissait à la fois logique et équilibrée.
- 57 Depuis, d'autres périodiques s'attachant au Monde arabe et musulman actuel ont vu le jour (*Cahiers de l'Orient*) ou se sont développés. Aucun n'a joué le rôle que la communauté académique attendait. *Grand Maghreb*, aux six numéros annuels, avait disparu, faute de subsides mais non de lecteurs. Et ni *La Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, ayant pourtant accompli une remarquable mutation, ni les revues plus sophistiquées et « pointues » du type *Arabica* n'ont pu – et elle n'y prétendaient nullement – remplacer

l'instrument d'une connaissance approfondie sur le Monde arabe en mouvement. *Maghreb-Machrek* – en dépit de ses qualités, qui sont grandes, et des récents efforts accomplis pour rompre avec la limite des 127 pages imposées – reste unique de son espèce. Tout ce que réclamait Jean Leca reste à créer, à savoir « publier de bons travaux de la recherche francophone sur la région mais aussi mettre à la portée des lecteurs les recherches produites dans les autres langues et de contribuer à la création et au développement d'une communauté scientifique » (« Pour le développement d'une revue sur le Monde arabe contemporain », 8 Juin 1984, p. 3).

- 58 Il reste du projet - qui ne saurait être enterré et que l'on va voir resurgir car il est une des conditions de la survie d'un groupe scientifique – plusieurs points qu'il convient de mettre en œuvre sitôt que possible. Au premier chef, retenons l'idée qu'une lecture aussi totalisante est impérative, rompant par là de façon drastique avec les processus de découpage par tranches ou secteurs – d'activité et d'expression – en honneur jusqu'à présent dans les sciences dominantes en Occident. Appuyons aussi celle de rendre compte et de donner à comprendre, comme il a été tenu compte dans la *Revue de la Presse*, des productions culturelles, pas toujours plus lisibles mais plus aisément observables et parfaitement révélatrices de situations, de champs de force, de choix. Appliquons enfin, ou plutôt systématisons, ce qui était déjà en chacun des deux périodiques défunts à partir desquels renaît le nouveau, c'est à dire lancer une revue spécialisée - et non de vulgarisation, documentaire autant qu'académique, soit assez ouverte pour permettre les débats d'idées, la réflexion épistémologique et faire connaître la littérature savante au fur et à mesure de sa production et pour livrer des informations d'actualité (dossiers de presse), factuelles et comptables (sous forme de chronologies et tableaux), bibliographiques et textuels (documents).
- 59 Ceci écrit, qu'il soit clair que *Égypte/Monde arabe* ne se présente pas comme la revue que Jean Leca, et d'autres avec lui dont l'auteur de ces lignes, appelaient de leurs vœux, ni même comme son succédané. *Égypte/Monde arabe* ne peut prétendre répondre aux obligations du cahier des charges définis il y a six ans. Ses moyens matériels et intellectuels, répétons-le, le lui interdisent de toute façon. Ses auteurs et animateurs désirent seulement, dans la mesure de leurs possibilités, participer à une entreprise de restauration de la production scientifique sur une aire culturelle. Qu'on la nomme néo- ou post-orientaliste, peu importe, l'intérêt n'est pas dans l'appellation, moins encore dans la constitution d'une école, d'un groupe, mais dans l'effort accompli pour faire avancer la recherche et, avec elle, la connaissance. Et s'il le faut, dans un avenir qu'il faut souhaiter proche, les énergies rassemblées pour produire *Égypte/Monde arabe* pourront être réorientées pour être mises au service d'un organe propre à l'ensemble de la communauté des arabisants, islamologues, orientalistes...
- 60 Le Caire, mai 1990

NOTES

1. Cf. « Le Bulletin du CEDEJ : actif d'un bilan », in *Bulletin Égypte, droit, économie, société* n° 17, 1^{er} semestre 1985.
 2. Cf. « La Revue de la Presse égyptienne : premier inventaire », in *Revue de la Presse égyptienne* n° 18, 1985.
-

AUTEUR

JEAN-CLAUDE VATIN

Cedej